

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 12/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2024

Contexte et constats

Publié sur 

ROQUETTE FRERES

ROUTE DU RHIN
BP 4
67930 BEINHEIM

Code AIOT : 0006700404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2024 dans l'établissement ROQUETTE FRERES implanté ROUTE DU RHIN - 67930 BEINHEIM. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROQUETTE FRERES
- ROUTE DU RHIN -BP 4 - 67930 BEINHEIM
- Code AIOT : 0006700404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ROQUETTES FRERES exploite des installations de production d'amidon de blé, de maïs et de bioéthanol.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8,2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suivi de Chlore dans les effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Suivi des appa-	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à l'ex-	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	reils de mesures	03/08/2018, article 31	ploitant	
7	Surveillance des rejets canalisés en poussière	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Valeur limite d'émission des polluants de composé organique volatil (COV)	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8,4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Flux des installations de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité MTD BREF LCP	Décision d'exécution du 31/07/2017, article 4	Sans objet
4	Surveillance réglementaire des chaudières	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8,5	Sans objet
5	paramètres de la surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont montré des non-conformités sur les valeurs limites d'émissions (VLE) des rejets atmosphériques de certains conduits :

- les sécheurs VTPI 52 et VTRD50 émettent une concentration en poussière supérieure au niveau d'émission admissibles (NEA-MTD) ;
- le séchoir HL52 dépasse les VLE en COVM et acétaldéhyde.

L'inspection propose à la préfète pour ces non-conformités, un projet d'arrêté de mise en demeure, annexé au rapport.

Par ailleurs, plusieurs constats demandent des justifications à l'exploitant :

- positionnement de l'exploitant sur la surveillance des chlorures pour les rejets aqueux ;
- explication sur la valeur du R2 dans l'assurance qualité (QAL 2) pour la chaudière biomasse sur le paramètre poussière.

De plus, des constats montrent des absences de conformités qui peuvent être résolues par des actions correctives de l'exploitant :

- mise à jour des conduits de l'établissement en précisant les dimensions et paramètres des émissaires ;

- établissement des flux émis pour tous les conduits de l'établissement selon les dernières directives réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité MTD BREF LCP

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 31/07/2017, article 4					
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité MTD BREF LCP					
Prescription contrôlée :					
<p>MTD 4. La MTD consiste à surveiller les émissions dans l'air au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.</p>					
N ₂ O	<ul style="list-style-type: none"> — Charbon ou lignite dans chaudières en lit fluidisé circulant — Biomasse solide ou tourbe dans chaudières en lit fluidisé circulant 	Toutes catégories	EN 21258	Une fois par an (*)	MTD 20 MTD 24
Constats :					
<p>La mesure annuelle du paramètre N₂O au niveau de l'émissaire de rejet atmosphérique chaudière biomasse est indiquée dans le rapport de contrôle du laboratoire de contrôle du 3^e trimestre 2023, réalisé le 07/09/2023 et transmis le 29/09/2023.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 2 : Equipements de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, articles 8.2 et 8.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement		
Prescription contrôlée :		
<p>Les effluents gazeux sont rejetés par des cheminées dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires. Les émissaires suivants respectent en particulier les conditions suivantes :</p>		
Nature de l'installation	Hauteur de l'exutoire (m)	Vitesse d'éjection (m/s)
Installations de combustion :		
• Chaudière n°3 (secours)	49	9,5
• Chaudière n°4 (*)	49	9,5
• Chaudière n°5 (*)	49	13,5
• Chaudière n°6 (*)	49	13,5
• Chaudière biomasse	49	13
• Chaudière du séchoir de la biomasse	12	14
Installations de séchage :		
• 1 séchoir des drêches (VTPL69)	37	7,4
• 1 séchoir des sons DDGS (HN53)	32	14,4
• 1 séchoir des sons DDGS (HC100)	32	14,4

[...]

Les seuils réglementaires applicables aux autres installations émettant des effluents atmosphériques sont les suivants :

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux kg/h
2 séchoirs au gaz naturel : - drèches (VTPL69) - DDGS (HN53)	Oxydes de soufre exprimés en SO ₂	35	2
	Oxydes d'azote exprimés en NO ₂	100	6
	COV non méthaniques exprimés en carbone total	50	12
	COV spécifiques (acétaldéhyde) exprimés en carbone total	20	1
	Poussières	40	1
Secteur éthanolerie (fermentation – distillation – stockage) Sortie traitement COV fermentation	COV non méthaniques exprimés en carbone total	50	3
	COV spécifiques (acétaldéhyde) exprimés en carbone total	20	1,5

15

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux kg/h
Séchoirs protéines et germes Secteur maïs :	Oxydes de soufre exprimés en SO ₂	550	7
- séchoir protéines (SFRE100) - séchoir protéines (SFRE200) - séchoir germes (SFRJ100) - séchoir germes (SFRJ500)	Poussières	40	1,7
Désembuage cuves process (VT281)	Oxydes de soufre exprimés en SO ₂	150	8
Autres sources dont les installations de dépoussiérage et autres exutoires Secteur blé : - Séchoir gluten 1 (VTQE50) - Séchoir gluten 2 (VTRD50) - Séchoir des sons DDGS (HC100) Secteur amidonnerie sèche : - Ventilateur de relance séchoir 1 (VTSB52) - Circuit refroidissement séchoir 1 (VTSC58) - Circuit refroidissement séchoir 1 (VTSC61+SF52) - Ventilateur principal séchoir 2 (VTSJ52) - Circuit refroidissement séchoir 2 (VTSK60) - Ventilateur principal séchoir 3 (VTTB52) - Circuit refroidissement séchoir 3 (VTTC60) - Ventilateur séchoir 1 phase sèche (VTPI52) - Ventilateur refroidissement phase sèche (VTPJ50) Secteur services généraux : - Reprise séchoir vibré (VTSD52) - transport biomasse (VTSD55)	Poussières	40	6

Constats :

L'exploitant comptabilise à ce jour 27 conduits qui ont fait l'objet de modification : arrêt des chaudières 3 et 4, modification de nom (séchoir HN53 par HL52)... Cependant, les données concernant les débits des émissaires et les traitements associés, le cas échéant, n'ont pas été fournies. De plus, les informations relatives à la hauteur et à la vitesse des séchoirs demeurent manquantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de préparer un tableau récapitulatif de ces conduits, incluant les dimensions, les débits, les vitesses et les traitements (si requis), et de le soumettre dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suivi de Chlorure dans les effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 7.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de Chlorure dans les effluents aqueux		
Prescription contrôlée :		
L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes :		
[...]		
Substance/paramètre	VLE en mg/l (II) (III) (XI)	Fréquence de surveillance (IX)
Chlorures (Cl-)	-	1 fois par mois
[...]		
(IX) La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 6.		
Constats :		
Une campagne de surveillance des chlorures dans les rejets aqueux a été conduite sur une période de six mois, de janvier à juin 2021, avec une mesure effectuée chaque mois. Les résultats obtenus montrent une concentration moyenne de 640 mg/l.		
L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection d'autres mesures de ce paramètre.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
L'exploitant est tenu de préciser sa position par rapport à la gestion et à la surveillance du chlorure dans les rejets aqueux		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 2 mois		

N° 4 : Surveillance réglementaire des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8,5
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance réglementaire
Prescription contrôlée :
Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
Chaudières (n°3, 4, 5, 6)	Débit Température SO ₂ NO _x O ₂ Poussières CO HAP COVNM Métaux	Mesure en continu des paramètres (SO ₂ , NO _x , O ₂ , poussières et CO). Si le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel ou du biogaz, les exigences relatives à la surveillance des émissions de SO ₂ , de métaux toxiques, de HAP, de COV et de poussières ne s'appliquent pas. En mode gaz et biogaz : 2 chaudières chaque année par alternance. La chaudière n° 3 est contrôlée lors de sa mise en service. La mesure en continu des oxydes de soufre peut être remplacée par une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. En mode mixte ou fioul ou huile de fusel : <ul style="list-style-type: none"> mesure annuelle des paramètres (HAP, COV et métaux) après la mise en route du mode mixte ou fioul ou huile de fusel, chaque chaudière consommant du fioul pendant plus de 30 jours par an fait l'objet d'un contrôle en mode fioul, contrôle trimestriel à partir du moment où le fioul est utilisé pendant plus de 90 jours de suite sur l'une ou l'autre des chaudières.

[...]

Chaudière biomasse (article 9 de l'arrêté du 23 juillet 2010) Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les six mois suivant la mise en service de l'installation, puis périodiquement conformément aux dispositions prévues ci-contre.	Débit Température SO ₂ NO _x O ₂ Poussières CO	Mesure en continu des paramètres
	HAP COVNM Métaux	Mesure trimestrielle
	HCl HF Dioxines Furanes	Contrôle tous les deux ans

Constats :

L'exploitant a démontré en réunion à l'inspection le suivi des mesures continues des chaudières gaz et biomasse par des graphiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : paramètres de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, paramètres de la surveillance
Prescription contrôlée : I. - Pour les chaudières utilisant un combustible solide, les concentrations en dioxines et furanes, en HCl et en HF dans les gaz résiduels sont mesurées une fois par an. Cette fréquence peut être adaptée par arrêté préfectoral en fonction des résultats de mesures.
Constats : Par courriel du 12/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des mesures de dioxine, Hcl, Hf, réalisés par un laboratoire agréé pour la chaudière biomasse, réalisés les 20 et 21 novembre 2023. Le rapport n'appelle pas de remarque de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi des appareils de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des appareils de mesures
Prescription contrôlée : <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. [...]</p>
Constats : <p>Par courriel du 12/08/2024, l'exploitant a transmis un QAL 1 pour l'appareil d'analyse de la biomasse concernant les polluants poussières, Sox, Nox, Co, et le paramètre de vitesse. Des photos transmises le 21/08/2024 précisent la dénomination des chaudières concernées. Le QAL 2, réalisé entre le 12 et le 15 décembre 2022, porte sur les chaudières à gaz et à biomasse. Ce document fait état de l'échec du test de variabilité pour les émissions de poussières liées à la chaudière biomasse. Il est à noter que la stratégie de mesure n'est pas précisée, et que seules six mesures ont été effectuées pour établir la fonction d'étalonnage. Un nouveau QAL 2 a été effectué le 11/04/2023 et a été transmis par l'exploitant à l'inspection par courriel le 21/08/2024. Ce document atteste du succès du test de variabilité. Toutefois, il indique une valeur de R2 nulle. Cette valeur qui devrait être supérieure à 0,8 pour les polluants particuliers (guide nationale du ministère qui s'appuie sur les normes en vigueur), assure une bonne adéquation de la droite. Par ailleurs, la proposition de prestation du 03/02/2022 du bureau de contrôle mentionne la réalisation de 7 mesures puisque les concentrations de poussières mesurées sont inférieures à 30% de la VLE, ce qui correspond à une stratégie C. Le rapport AST du bureau de contrôle, édité le 23/11/2023 est conforme aux prescriptions de l'AM. Pour le QAL 3, l'exploitant explique que les appareils de mesure font leur propre contrôle toutes les 48 heures pour assurer le maintien d'une mesure fiable, répétable et reproductible. Il a transmis en date du 21/08/2024 les documents qui enregistrent cette mise à jour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit fournir des explications relatives au R2 concernant la droite d'étalonnage des poussières de la chaudière biomasse à l'inspection dans un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Surveillance des rejets canalisés en poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 2.5.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets canalisés en poussière			
Prescription contrôlée :			
Paramètre	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm3	Fréquence de surveillance
Poussière	Séchage de l'amidon, des protéines et des fibres	Unités nouvelles : 5 (1) Unités existantes : 10 (1)	Une fois par an

<p>(1) Lorsque l'emploi d'un filtre à manche n'est pas possible, la VLE est de 20 mg/Nm³.</p>			
<p>Constats :</p> <p>La surveillance annuelle des rejets canalisés en poussières des séchoirs pour certains émissaires (VTSB52, VTSC58, VTSJ52, VTRD50...) n'a pas été réalisée pour l'année 2023. En 2024, l'établissement a programmé les contrôles selon le tableau transmis le 21/08/2024. Le bon de commande au bureau de contrôle agréé, n° 4501009105 en date du 04/04/2024 montre l'engagement de l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté par l'analyse du rapport du bureau de contrôle de décembre 2023, que les mesures effectuées sur le séchoir VTPI 52 révèlent une concentration en poussière de 20 mg/Nm³. Pour rappel, une lettre préfectorale datée du 10/01/2022 avait clairement indiqué à l'exploitant l'obligation de se conformer aux meilleures techniques disponibles (MTD) d'ici le 04/12/2023.</p> <p>Cependant, malgré ce courrier, l'exploitant déclare ne pas avoir apporté des modifications aux deux séchoirs, VTPI 52 et VTRD50, entraînant ainsi un non-respect des niveaux d'émission admissibles (NEA-MTD).</p> <p>L'inspection propose à la préfète une mise en demeure avec un délai de 6 mois concernant le respect des NEA MTD des séchoirs en poussière.</p>			
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>			
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>			
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>			

N° 8 : : Valeur limite d'émission des polluants de composé organique volatile (COV)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8,4</p>				
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission</p>				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :</p> <p>Les seuils réglementaires applicables aux chaudières (n° 3 de secours, n°4, n°5, n°8 et de séchage biomasse au biogaz et au gaz naturel) présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance comprise entre 100 et 300 MW sont les suivants :</p>				
<p>Paramètres en mg/Nm³</p>	<p>Chaudières existantes récentes (mise en service après 1987) (1)</p>		<p>Chaudières existantes (2)</p>	
	Mode gaz (3)	Mode fuel lourd (3)	Mode gaz (3)	Mode fuel lourd (3)
SO ₂	35	1700	35	1700
NO _x	350	450	225	450
Poussières	5	50	5	50
CO	-		100	

[...]

Les seuils réglementaires applicables aux autres installations émettant des effluents atmosphériques sont les suivants :

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux kg/h
2 séchoirs au gaz naturel : drèches (VTPL69) DDGS (HN53)	Oxydes de soufre exprimés en SO ₂	35	2
	Oxydes d'azote exprimés en NO ₂	100	6
	COV non méthaniques exprimés en carbone total	50	12
	COV spécifiques (acétaldéhyde) exprimés en carbone total	20	1
	Poussières	40	1
Constats : Par courriel du 12/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de contrôle pour les installations de combustion : <ul style="list-style-type: none"> rapport du 04/09/2023, concernant les chaudières 5 et 6 : conformité à la réglementation, rapport du 04/09/2023, concernant le séchoir HL52 (ancien HN53) : non conformité sur les COVNM (130 mg/Nm³) et acétaldéhyde (88,9 mg/Nm³). L'exploitant justifie cette non-conformité par un manque d'équilibre entre le combustible 'huile de fusel' et le gaz naturel. Des mesures ont été faites le 29/07/2024 par le laboratoire de contrôle qui transmet une première analyse de 47,7 mg/Nm ³ en COVNM. Les valeurs pour l'acétaldéhyde ne sont pas connues. L'inspection propose à la préfète une mise en demeure avec un délai de 6 mois pour le respect des COVNM et acétaldéhyde de ce séchoir.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délais : 6 mois			

N° 9 : Flux des installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Flux des installations de combustion
Prescription contrôlée : III. - Pour chaque polluant considéré au chapitre II du présent titre, et même lorsque les valeurs limites ne s'appliquent pas conformément aux alinéas précédents, l'arrêté préfectoral fixe un flux massique horaire, journalier, mensuel ou annuel. Ce flux maximum prend notamment en compte la durée de fonctionnement de l'installation. Les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte pour la détermination des flux. Les émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (démarrage et arrêts, pannes des systèmes de traitement des fumées...) sont prises en compte dans les flux annuels.
Constats : Seuls des flux annuels apparaissent dans l'AP du 02/02/2011. L'exploitant doit mettre à jour les flux massiques horaire, journalier et annuel en se basant sur les NEA MTD et les arrêtés ministériels en vigueur pour les installations de combustion. Observation : Concernant les séchoirs, le flux horaire autorisé doit être également revu à la baisse étant donné la diminution des NEA MTD de la décision européenne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les flux de tous ses émissaires dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois